

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"Un très grand diplomate (Ndlr : feu Michael Moussa Adamo), un véritable homme d'État. Pour moi, il était d'abord un ami loyal et fidèle sur lequel j'ai toujours pu compter".

Alain-Claude Bilie-By-Nze, Premier ministre :

"C'est un sentiment de profonde tristesse qui m'habite face au décès de cet éminent membre du gouvernement. Michael Moussa Adamo était frère de l'Ogooué-Ivindo et de Makokou. Nous étions tous les deux membres du Comité permanent du Bureau politique du Parti démocratique gabonais. Et étions également liés en tant que proches collaborateurs du chef de l'État".

Lambert-Noël Matha, ministre d'État, ministre de l'Intérieur :

"Le bureau du CGE, émanation de la volonté exclusive des acteurs politiques, est le seul organe chargé de conduire l'organisation des élections et d'annoncer les résultats qui en sont issus. C'est ce bureau qui va être renouvelé dans quelques jours..."

Christel Bories, président-directeur général du groupe Eramet :

"(...) Les premiers trains de services commencent à passer, nous faisons des tests de solidité de l'ouvrage qui a été refait et progressivement, nous pourrions, dans les prochains jours, remettre en service notamment le fret qui va pouvoir commencer à réalimenter le Haut-Ogooué.

Frédéric Massavala Mamboumba, porte-parole du Parti démocratique gabonais (PDG) :

"Toutes ces catastrophes naturelles qui surviennent ici et là à travers la planète, sont la conséquence des dérèglements induits par les changements climatiques observés depuis quelques décennies".

Paul-Marie Gondjout, président de l'Union nationale initiale (UNI) :

"(...) La société gabonaise s'est érigée en un système structurellement inégalitaire se traduisant par un accès inégal aux éléments fondamentaux de la vie et du progrès..."

Gérard Ella Nguema, président du Front patriotique gabonais (FPG) :

"Certains partis sans siège, personnel et élus sont à 30 millions alors que les partis disposant d'élus sont entre 5 et 10 millions".

CGE/Opposition : RÉAGIR conteste à son tour !

J. O.
Libreville/Gabon

La représentation de l'opposition pour le renouvellement du Centre gabonais des élections (CGE) continue de soulever des vagues au sein de ce camp politique. Après l'Union nationale, à travers sa présidente, Paulette Missambo, le tour est revenu au parti REAGIR de condamner l'initiative de la plateforme PG41, dirigée par Louis-Gaston Mayila, d'organiser des élections en vue de choisir les candidats de l'opposition.

À l'initiative de la dissolution du précédent bureau par la Cour constitutionnelle, Réappropriation du Gabon, de son Indépendance, pour sa Reconstruction (RÉAGIR) a fortement contesté la démarche de PG41 qui a élu le 12 janvier dernier, trois représentants pour le renouvellement du bureau du CGE. Violant, selon lui, le principe de création de la Plateforme "Alternance 2023" dont la plupart des membres de la PG41 sont pourtant signataires.



Jean-Valentin Leyama (g) et François Ndong Obiang, deux figures du parti RÉAGIR.

Dans la foulée, il estime que l'envoi des représentants de leur camp politique devrait faire l'objet d'une décision consensuelle, au sein de la plateforme, présidée par la native de Lastoursville. Arguant que cela aurait dû constituer une preuve de la dynamique d'unité des partis signa-

taires du Pacte d'engagement et de confiance. Courant le risque de "trahir une nouvelle fois les aspirations au changement des Gabonais".

À noter, par ailleurs que RÉAGIR a également condamné "la volonté incongrue et inexplicable de la PG41 de reconduire

des personnalités de l'opposition d'un bureau sortant dissous par la Cour constitutionnelle". Pointant du doigt la vice-présidente sortante du CGE, Christelle Koye (Les Démocrates), qui aurait dû faire le bilan de son exercice avant de se représenter à sa propre succession.

La Semaine Impossible cohésion !

LA semaine qui s'est achevée hier a été endeuillée par le décès brutal du ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo. Selon les sources officielles, l'intéressé aurait succombé à un malaise alors qu'il se trouvait à la présidence de la République où il devait prendre part à la réunion du Conseil des ministres. Nos condoléances à la famille éplorée.

L'émotion passée, soulignons que les activités politiques ont également marqué l'actualité des sept derniers jours. Dans ce cadre, tout a commencé par la concertation, à l'immeuble Arambo, entre le ministre d'État Lambert-Noël Matha et les responsables des partis politiques légalement reconnus. L'objet principal de cette réunion était le lancement du processus de renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE) tel que décidé par la Cour constitutionnelle.

Mais, comme il fallait s'y attendre, d'autres problématiques ont été soulevées. C'est le cas du financement des partis politiques. Occasion pour le patron de l'Intérieur d'annoncer le paiement, dès le lendemain, de la subvention y relative. Cette fois, contrairement aux dispositions légales, ce sont tous les partis politiques légalisés (101) qui en étaient bénéficiaires. Cela sur la base de critères jugés plutôt non objectifs par certains acteurs politiques. Il n'en fallait pas plus pour susciter l'ire de certains leaders qui ont suspecté, à tort ou à raison, le gouvernement

d'user de ruse pour diviser le camp de l'opposition...

Du coup, cette situation est venue révéler au grand jour ce que d'aucuns qualifient d'"impossible cohésion" dans les rangs de l'opposition. D'autant plus qu'au même moment, une mésentente a éclaté dans la désignation des représentants de ce bord politique au niveau du CGE. Une différence d'approches a été relevée entre ceux qui ont initié une démarche solitaire et ceux qui prônent le respect de la dynamique unitaire voulue par la plateforme "Alternance 2023" qui réunit le gros des forces de l'opposition. Dans cette contradiction c'est le PG41, le groupement présidé par l'ancien vice-président du PDG, Louis-Gaston Mayila, qui est le plus mis à l'index.

Tout ceci nous donne raison, lorsque nous écrivions il y a quelques semaines que le renouvellement du bureau du CGE constituera le premier test quant à la solidité de l'opposition, Sachant que la plateforme "Alternance 2023" est composée aussi bien des partis membres de "l'opposition au pouvoir" que de ceux de "l'opposition du pouvoir". Cependant, de là à croire que les mésententes dans ce camp font forcément l'affaire de la majorité, la prudence s'impose. La présidentielle de 2016 nous enseigne que même partiellement unie, l'opposition peut faire bouger les lignes.

ONDOUBA'NTSIBAH